
Quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce
Se connecter aux chaînes de valeur
8-10 juillet 2013

PROGRAMME

Depuis 2007, l'Examen global de l'Aide pour le commerce est devenu le forum multilatéral par excellence pour l'étude des questions relatives au commerce et au développement. Les Examens globaux antérieurs ont servi à étudier la façon dont les pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux (PMA), cherchent à s'intégrer dans l'économie mondiale, la façon dont les partenaires de développement appuient ce processus, et l'efficacité de cette assistance. Cette année, l'Examen global a pour thème: "Se connecter aux chaînes de valeur".

Le commerce mondial se caractérise de plus en plus par des transactions qui se déroulent dans le cadre de chaînes de production complexes. L'expansion mondiale des chaînes de valeur offre de nouvelles possibilités à de nombreux pays en développement. Ces chaînes de valeur ne s'inscrivent plus simplement dans un rapport Nord-Sud, elles donnent également lieu à des interactions commerciales régionales et Sud-Sud d'une complexité croissante et débordent le cadre des marchandises pour concerner aussi les services.

Pourtant, de nombreux pays en développement, et en particulier les PMA, restent en marge du commerce mondial, attirent des investissements étrangers ou intérieurs limités et demeurent cantonnés dans la fourniture d'une gamme étroite de marchandises ou de services. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce a pour objet d'examiner les stratégies qui permettent de connecter les entreprises des pays en développement et des PMA aux chaînes de valeur internationales, la manière de s'élever dans une chaîne de valeur et les avantages qui en résultent pour le développement, dans le contexte du débat sur le programme de développement pour l'après-2015.

Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce s'appuie sur un exercice de suivi approfondi mené par l'OCDE et l'OMC, conjointement avec l'initiative "Grow Africa", la Chambre de commerce internationale, le Centre du commerce international, l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation mondiale du tourisme. Les résultats de cet exercice éclaireront le débat à la réunion d'examen.

Étalé sur trois jours, l'Examen sera plus particulièrement axé sur:

- la relation entre les chaînes de valeur, le commerce et le programme de développement pour l'après-2015;
- la manière dont l'Aide pour le commerce peut faciliter la connexion des pays en développement aux chaînes de valeur – et les avantages et difficultés connexes en matière de développement;
- les perspectives d'avenir de l'initiative d'Aide pour le commerce.

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHAÎNES DE VALEUR

8h50-9 heures	Informations relatives à la conférence Les participants sont priés d'être présents et assis dans la salle de réunion pour prendre connaissance des informations préliminaires. Les badges pourront être retirés le 5 juillet de 13 heures à 18 heures, les 6 et 7 juillet de 14 heures à 18 heures et les 8, 9 et 10 juillet à partir de 7h30.
9 heures-9h30	Séance 1: L'Aide pour le commerce: Panorama 2013: Se connecter aux chaînes de valeur (salle du Conseil) La séance 1 sera consacrée aux messages principaux qui se dégagent du rapport conjoint OCDE-OMC "L'Aide pour le commerce: Panorama 2013: Se connecter aux chaînes de valeur". Les flux d'Aide pour le commerce ont baissé pour la première fois entre 2010 et 2011. Par rapport à la période de référence 2002-2005, ils étaient encore supérieurs de 56%, mais les perspectives en matière de financement sont mitigées. Les pressions exercées par la dette et par une croissance atone continuent de peser sur les donateurs de l'OCDE. En revanche, l'aide, l'investissement et le commerce Sud-Sud se sont rapidement remis de la récession. Des changements dans la structure des échanges mondiaux apparaissent également. Les produits intermédiaires constituent désormais 60% environ du commerce des marchandises. Les participants à cette séance examineront ces tendances et ce qu'elles impliquent pour le rôle du commerce dans le développement – et le rôle que l'Aide pour le commerce peut jouer en aidant les pays en développement à bénéficier des avantages que leur participation au système commercial multilatéral peut apporter en matière de développement. • Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce • Angel Gurría, Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement économiques
9h30-10h45	Séance 2: Se connecter aux chaînes de valeur – Soutien des institutions multilatérales de développement en faveur de l'Aide pour le commerce (salle du Conseil) La séance 2 donnera lieu à un examen des tendances de l'économie mondiale et de leurs incidences sur les pays en développement, notamment les pays les moins avancés (PMA), du point de vue à la fois multilatéral et régional. Les institutions financières internationales expliqueront en quoi leurs programmes et leurs politiques contribuent à relier les pays en développement au système commercial – grâce notamment à la participation aux chaînes de valeur. Le PNUD remplacera le débat dans le contexte des discussions sur le programme de développement pour l'après-2015. • Helen Clark, Administratrice, Programme des Nations Unies pour le développement • Donald Kaberuka, Président, Banque africaine de développement • Sri Mulyani Indrawati, Directeur général, Groupe de la Banque mondiale • Min Zhu, Directeur général adjoint, Fonds monétaire international • Bindu N. Lohani, Vice-Président, Gestion des connaissances et développement durable, Banque asiatique de développement • Betsy Nelson, Vice-Présidente, Risques, Banque européenne pour la reconstruction et le développement • Hans Schulz, Vice-Président pour le Secteur privé et les Opérations sans garantie souveraine, Banque interaméricaine de développement • Waleed Al-Wohaib, Président-Directeur général, Société internationale islamique de financement du commerce, Banque islamique de développement

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHAÎNES DE VALEUR

11h15-13 heures

Séance 3: Les chaînes de valeur – Ajout de valeur en faveur du développement? (salle du Conseil)

De nouvelles recherches révèlent dans quelle mesure les flux commerciaux mondiaux et régionaux sont influencés par les chaînes de valeur. Pour les pays en développement, les systèmes de production complexes basés sur le commerce des tâches offrent des possibilités de pénétration sur les marchés en fonction de leur avantage comparatif dans une ou plusieurs tâches de la chaîne d'un produit ou d'un service, plutôt que dans la totalité du produit ou du service. L'émergence de ce qu'on appelle l'"usine Asie" a été indissociable de ce processus. D'autres régions cèdent également aux sirènes des chaînes de valeur, car les pays en développement cherchent à la fois à entrer dans les chaînes de valeur et à s'y élever – ce qui les met face à de nouveaux défis en matière de politique. Au cours de la séance, des points de vue publics et privés seront présentés sur les questions se rapportant aux chaînes de valeur, sous l'angle de la croissance économique aussi bien que du développement.

Modérateur: Gary Gereffi, Directeur, Center on Globalization, Governance & Competitiveness, Université de Duke

- Karel de Gucht, Commissaire au commerce, Commission européenne
- Md. Shafiul Islam, Membre, Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA)
- Anabel González, Ministre du commerce, Costa Rica
- Hloni Matsela, Directeur chargé des entreprises, SAB Miller Africa
- Lilianne Ploumen, Ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement, Pays-Bas
- Luc Magloire Mbarga Atangana, Ministre du commerce, Cameroun

Séance 4: Financement du commerce et chaînes de valeur – Surmonter les problèmes structurels en matière d'accès (salle W)

La crise économique de 2009 a clairement montré que le bon fonctionnement du système commercial multilatéral dépendait du financement du commerce. Entre 80 et 90% du commerce mondial dépend d'une forme ou d'une autre de financement du commerce. Or, les problèmes structurels en matière d'accès, liés à des facteurs tels que des secteurs bancaires faiblement développés et la perception du risque-pays en matière de crédit, continuent de faire obstacle à ce financement. Selon une enquête récente de la Banque asiatique de développement, la demande mondiale de financement du commerce non satisfaite en 2011 est estimée à environ 1 600 milliards de \$EU. Les participants à cette séance examineront les progrès accomplis en matière d'accès au financement du commerce et prendront la mesure de ce qui reste à faire.

Modérateur: Ravi Rathnayake, Directeur, Division du commerce et de l'investissement, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique

- Marc Auboin, Conseiller, Recherche économique, Organisation mondiale du commerce
- Steve Beck, Chef, Financement du commerce, Banque asiatique de développement
- Lamin M. Drammeh, Responsable de l'investissements, Financement du commerce, Banque africaine de développement
- Thierry Senechal, Gestionnaire principal en matière de politiques, Commission bancaire, Chambre de commerce internationale
- H. Scott Stevenson, Cadre supérieur, Département du commerce et des chaînes d'approvisionnement, Société financière internationale
- Stoyan Tenev, Cadre, Groupe d'évaluation indépendante, Groupe de la Banque mondiale
- Bram van Helvoirt, Directeur de programme, Centre de promotion des importations en provenance des pays en développement CBI)

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHAÎNES DE VALEUR

13h30-15 heures

Séance 5: Aide, commerce et Programme de développement pour l'après-2015 (salle W)

Ancré dans les valeurs fondamentales des droits de l'homme, de l'égalité et de la durabilité, le Programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies et leur Partenariat mondial pour le développement ont pour but de "faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour tous les peuples du monde et pour les générations présentes et à venir". Une question centrale à examiner pour ce groupe de discussion est de savoir comment faire pour que la mondialisation contribue à un développement durable et inclusif. Une autre question concerne le rôle de l'aide et du commerce pour ce qui est d'aider les pays en développement à tirer parti de la mondialisation. Des acteurs des pays développés et en développement, du secteur public et de la société civile se pencheront sur les liens réciproques et débattront de la façon dont la mondialisation peut être orientée de façon à offrir des avantages à tous.

Modératrice: Shada Islam, Responsable des politiques, Les amis de l'Europe

- Michael Anderson, Envoyé spécial du Premier ministre pour les objectifs de développement des Nations Unies, Département du développement international, Royaume-Uni
- Carlos Lopes, Carlos Lopes, Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU
- Betty Maina, Directrice générale, Kenya Association of Manufacturers
- Pradeep Mehta, Secrétaire général, CUTS International
- Andris Piebalgs, Commissaire au développement, Commission européenne
- Eric G. Postel, Administrateur adjoint, Bureau pour la croissance économique, l'enseignement et l'environnement, Agence des États-Unis pour le développement international
- Gita Irawan Wirjawan, Ministre du commerce, Indonésie

Séance 6: Connecter les PMA aux chaînes de valeur (salle D)

En 2011, le commerce des PMA a affiché une robuste croissance de plus de 20%. Les exportations totales de marchandises et de services de ces pays ont atteint un record historique avec 230 milliards de \$EU. Les chiffres de 2012 seront probablement du même ordre. Pourtant, la part des PMA dans le commerce mondial ne dépasse guère 1,1%, et la plupart de ces pays restent tributaires d'une gamme étroite de produits de base et de services. La diversification et l'ajout de valeur aux exportations de produits de base apparaissent comme des priorités essentielles pour les PMA. Mais comment y parvenir? Grâce à une "marge de manœuvre" permettant de développer les capacités de production? Grâce à des politiques axées sur les contraintes qui empêchent ces pays de se joindre aux chaînes de valeur et de s'y élever ainsi que d'attirer des investissements? Les participants à cette séance étudieront ce qu'un monde basé sur les chaînes de valeur implique pour l'intégration des PMA dans le commerce et pour leurs perspectives de développement.

Modérateur: Shanker Das Bairagi, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Népal

- Gyan C. Acharya, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Emmanuel T. Chenda, Ministre du commerce et de l'industrie, Zambie
- Minelik Alemu Getahun, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Éthiopie
- Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, Premier Ministre adjoint et Ministre du commerce, Samoa
- Patrick Low, Économiste en chef, Organisation mondiale du commerce
- Alioune Sarr, Ministre du commerce, de l'industrie et du secteur informel, Sénégal
- Taffere Tesfachew, Directeur, Division pour l'Afrique, les pays en développement les moins avancés et les Programmes Spéciaux, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHÂÎNES DE VALEUR

15 heures-16h30	Séance 7: Chaînes de valeur Sud-Sud: Exploiter les marchés porteurs (salle du Conseil) Il y a 20 ans, le commerce Sud-Sud représentait environ 10% du commerce mondial; aujourd'hui, ce chiffre est plus proche de 30%. Les vigoureux taux de croissance des économies émergentes entretiennent la dynamique des courants d'échanges Sud-Sud. Les économies en développement représentent plus de la moitié des flux mondiaux d'investissements étrangers directs – dont une proportion croissante vient du Sud. Les recherches effectuées par la Banque asiatique de développement, la Confédération des industries indiennes et la Banque interaméricaine de développement soulignent la vitalité de ce processus, mais elles montrent aussi comment les remèdes aux obstacles dans des domaines tels que l'infrastructure commerciale, la facilitation des échanges, les obstacles résiduels au commerce et l'insuffisance de la coopération régionale peuvent le renforcer encore. Discours principal: Alhaji Muhammad Mumuni, Secrétaire général, Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Groupe ACP <i>Modératrice: Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe, Organisation mondiale du commerce</i> • Jorge Daccarett, Directeur exécutif, Agence chilienne de coopération internationale • Antoni Estevadeordal, Directeur de l'intégration et du commerce, Banque interaméricaine de développement • Jayant Menon, Économiste principal, Coopération commerciale et régionale, Bureau de l'intégration économique régionale, Banque asiatique de développement • Sunil Kant Munjal, Directeur général adjoint, Hero MotoCorp Limited, et Président, Hero Corporate Service Limited		Séance 8: Associer le secteur privé et l'investissement à l'Aide pour le commerce (salle W) La communauté du développement accorde de plus en plus d'attention au rôle du secteur privé dans les impacts en matière de développement. Les flux d'investissements étrangers directs sont la source la plus importante de financement extérieur du développement pour les pays en développement, y compris pour de nombreux PMA. Les efforts faits pour améliorer le climat national de l'investissement galvanisent aussi l'investissement privé intérieur. Mais les flux d'Aide pour le commerce restent importants pour la création de capacités de production, notamment lorsque l'investissement est très axé sur certains secteurs (par exemple les industries extractives dans les PMA). Le secteur privé redouble aussi d'efforts pour renforcer les capacités des fournisseurs dans les pays en développement, dans le cadre d'une stratégie commerciale fondamentale et au moyen de stratégies destinées à créer une valeur partagée et une responsabilité sociale de l'entreprise. Le groupe de discussion examinera les croisements entre ces diverses tendances et la meilleure manière pour les acteurs publics et privés d'interagir en vue de créer des impacts sur le développement. <i>Modérateur: Frans Lammersen, Administrateur principal, Direction de la coopération pour le développement, Organisation de coopération et de développement économiques</i> • David Croft, Directeur des technologies, Waitrose • William Kalema, Président, Uganda Manufacturers Association • Shannon Kindornay, Chercheur, Programme gouvernance pour une croissance équitable, Institut Nord-Sud, Canada • Leonor von Limburg, Conseillère, Programme pour le commerce, Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne • Anthony Miller, Point focal pour la RSE, Division de l'investissement et des entreprises, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement • Jim Tanburn, Coordonnateur, Donor Committee for Enterprise Development	
16h30-18 heures	Séance 9: L'Aide pour le commerce, les chaînes de valeur et le commerce intra-africain	Séance 10: L'Aide pour le commerce et les chaînes de valeur: Connecter les Amériques (salle W)	Séance 11: L'Aide pour le commerce, les chaînes de valeur et le commerce intra-asiatique	Séance 12: Séance du PNUD et de la Banque islamique de développement pour la région arabe: "Commerce et intégration"

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHAÎNES DE VALEUR

(salle du Conseil) L'Afrique a enregistré des résultats commerciaux supérieurs à la moyenne mondiale au cours des 10 dernières années, mais le commerce intrarégional africain reste faible au regard des critères internationaux, avec environ 12% des échanges totaux. En janvier 2012, les chefs d'État et de gouvernement africains ont adopté un Plan d'action de l'Union africaine (UA) pour "l'intensification du commerce intra-africain et la création d'une zone continentale de libre-échange", qui définit des programmes et des activités à mettre en œuvre, des résultats à atteindre, des calendriers d'exécution et des lignes de responsabilité essentielles. Les participants à cette séance examineront les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés par le Plan d'action de l'UA. <i>Modérateur: Carlos Lopes, Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU</i> • Hakim Ben Hammouda, Conseiller Spécial du Président de la Banque africaine de Développement • Fatima Haram Acyl, Commissaire au commerce et à l'industrie, Commission de l'Union africaine • Siep Hiemstra, Président pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Heineken	Cette session abordera les contraintes des entreprises en Amérique latine et dans les Caraïbes à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et les initiatives de la BID et d'autres donateurs au titre de l'Aide pour le commerce pour répondre à ces contraintes, par exemple au moyen de la facilitation des échanges, du financement du commerce et de la nouvelle plate-forme ConnectAmericas de la BID. La session feront également le point sur les résultats du soutien accordé et discuteront les moyens d'orienter l'assistance future pour qu'elle ait le maximum d'impact. Orateur principal: Hans Schulz, Vice-Président pour le Secteur privé et les Opérations sans garantie souveraine, Banque interaméricaine de développement <i>Modérateur: Jorge Daccarett, Directeur exécutif, Agence chilienne de coopération internationale</i> • Pierre-André Dunbar, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Haïti • Anabel González, ministre du commerce, Costa Rica • Isaías González, Directeur général, Hospira • Patrick Kilbride, Directeur principal, Amériques, Chambre de commerce des États-Unis • Gail Mathurin, Ambassadrice, Directrice générale, Bureau des négociations commerciales, Secrétariat	(salle D) Le commerce intrarégional représente actuellement plus de 50% du commerce total de l'Asie. L'expérience de l'Asie en matière de création de chaînes de valeur régionales révèle comment l'aide et le commerce peuvent s'allier à l'investissement pour stimuler la croissance économique et le développement. Cette séance sera axée sur un nouveau rapport des coprésidents du Groupe technique régional Asie-Pacifique sur la promotion du secteur privé et des chaînes de valeur mondiales. Orateur principal: Bindu N. Lohani, Vice-Président, Gestion des connaissances et développement durable, Banque asiatique de développement <i>Modérateur: Ravi Ratnayake, Directeur, Division du commerce et de l'investissement, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique</i> • Noeleen Heyzer, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique • In Soo Kang, Directeur, Centre pour les études économiques internationales, Université pour femmes de Sookmyung	économique dans un Moyen-Orient et une Afrique du Nord en évolution: Renforcement de la production à valeur ajoutée, des flux commerciaux et de l'emploi" (salle S1) Cette séance mettra en relief les efforts réussis du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en matière de production à valeur ajoutée et de commerce des marchandises et des services dans le contexte d'une économie politique qui évolue rapidement. Elle portera également sur les difficultés de l'intégration économique et commerciale et sur les solutions à des problèmes tels que l'emploi des jeunes dans le cadre de la réponse au cadre de développement mondial pour l'après-2015. Président: Waleed Al-Wohaib, Directeur général, Société islamique internationale pour le financement du commerce • Abdallah Al Dradari, Économiste en chef, Division du développement économique et de la mondialisation, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale • Abdelkader Amara, Ministre du commerce, de l'industrie et des nouvelles technologies, Maroc
---	---	--	---

JOUR 1: COMMERCE, OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ET CHAÎNES DE VALEUR

	• Frank Matsuert, Directeur général, Trade Mark East Africa • Luc Magloire Mbarga Atangana, Ministre du commerce, Cameroun • Yaya Sow, Représentant de la CEDEAO à Bruxelles	de la CARICOM	• Zubair Ahmed Malik, Président, Fédération des Chambres de commerce et d'industrie du Pakistan • Pwint San, Vice-Ministre du commerce, Myanmar • Pan Sorasak, Secrétaire d'État, Ministère du commerce, Cambodge • Nam Viyaketh, Ministre de l'industrie et du commerce, RDP lao • Gita Irawan Wirjawan, Ministre du commerce, Indonésie	• Wafaa Bassim, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC et Coordonnateur du Groupe arabe à l'OMC, Égypte • Mohammed Bin Ibrahim At-Twaijri, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques à la Ligue des États arabes • Petko Draganov, Secrétaire général adjoint, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement • Charlotte Petri Gornitzka, Directrice générale, Agence suédoise pour le développement international • Ziad Abdel Samad, Directeur exécutif, Réseau des ONG arabes pour le développement • Wided Bouchamaoui, Présidente, Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
--	--	---------------	---	--

JOUR 1: ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités complémentaires sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

10h45-11h15	Activité parallèle 1: Facilitation des échanges – Australie (salle du Conseil) Cette activité a pour but de montrer que la communauté du développement continue de s'intéresser de près à la collaboration avec les pays en développement pour mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges. Elle sera présidée par S.E. M. Tim Yeend, Ambassadeur, Représentant permanent de l'Australie auprès de l'OMC, et la présence de représentants de haut niveau de plusieurs donateurs et organisations d'aide à la facilitation des échanges est attendue.			
11h30-13 heures	Activité parallèle 2: État des lieux et perspectives de l'Aide pour le commerce en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale francophones: problèmes et défis (OIF/CEDEAO/CEEAC) (salle S2) En 2009, lors du deuxième Examen global de l'Aide pour le commerce, l'Organisation internationale de la francophonie a présenté un document intitulé "L'Aide pour le commerce dans l'espace francophone: situation actuelle et recommandations". Lors de cette activité parallèle, l'OIF présentera une version actualisée de ce document rendant compte des données et des évolutions récentes concernant les résultats de l'Aide pour le commerce dans les pays francophones. La stratégie d'Aide pour le commerce pour l'Afrique centrale sera présentée, et le Secrétariat de la CEDEAO présentera une étude sur l'incidence de l'initiative d'Aide pour le commerce dans la région de la CEDEAO.	Activité parallèle 3: Réunion des chefs d'organisation, Cadre intégré renforcé (11h30–12h45, salle S3) – <u>Sur invitation uniquement</u> . Cette activité parallèle a été organisée pour permettre aux chefs des organisations du Cadre intégré renforcé (CIR) de réaffirmer leur engagement à l'égard du CIR, notamment durant la phase importante où il est donné suite aux résultats de l'Examen à mi-parcours du CIR.		
13h30-15 heures	Activité parallèle 4: Commerce équitable (France) (salle S1) Cette activité parallèle a été organisée en relation avec le Plan d'action national en faveur du commerce équitable lancé récemment et annoncé à l'ouverture de la Campagne pour le commerce équitable 2013 le 29 avril 2013. Elle montrera comment le commerce équitable peut stimuler les échanges, comment il permet aux petits producteurs de se connecter aux	Activité parallèle 5: Table ronde sur le rôle des politiques de la concurrence et de la consommation dans la connexion aux chaînes de valeur (CNUCED et Suisse) (13 heures-15 heures, Salle à manger VIP) – <u>Sur invitation uniquement</u> Cette table ronde a pour objet d'examiner comment les pays en développement, et en particulier les PMA, peuvent utiliser le droit et la politique de la concurrence pour soutenir la croissance économique et le	Activité parallèle 6: Relations économiques entre l'Inde et l'Afrique: Instauration de partenariats durables par la création de chaînes d'approvisionnement (salle S2) Cette activité parallèle a été organisée pour présenter les résultats et les constatations d'une enquête conjointe de l'Inde et de l'Afrique sur le commerce, réalisée en tant qu'initiative distincte dans le cadre de l'exercice de suivi pour le quatrième Examen global. Cette enquête, qui s'adressait au	Activité parallèle 7: Récolter les gains (Université de Duke/Université de Manchester/DFID) (salle S3) Les travaux de recherche et les programmes <i>Capturing the gains</i> examinent les liens entre la progression économique et la progression sociale le long des chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'habillement, de l'agroalimentaire, du tourisme et des communications mobiles. Des études comparatives ont cherché à voir quand et comment la

¹ Veuillez noter que le texte d'accompagnement a été communiqué par les organisateurs des activités parallèles.

JOUR 1: ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités complémentaires sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

	chaînes de valeur et pourquoi il devrait être soutenu par l'Aide pour le commerce. Les thèmes de discussion seront entre autres les suivants: la notion de commerce équitable et sa contribution aux chaînes de valeur ainsi qu'au développement de l'individu, de la production et des échanges; les initiatives du secteur du commerce équitable dans les pays en développement et les résultats obtenus dans les secteurs et les territoires économiques; et les mécanismes et la coopération française actuelle qui peuvent appuyer les efforts faits par les pays en développement pour développer le commerce équitable.	développement et comment les partenaires de développement peuvent contribuer à ce processus en fournissant une Aide pour le commerce. Les participants examineront des exemples d'activités de la CNUCED ainsi que les stratégies du gouvernement suisse en matière de droit et de politique de la concurrence par le biais de son soutien au programme COMPAL et discuteront des conséquences pour le futur soutien au titre de l'Aide pour le commerce. Cette activité vient en complément des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence de la CNUCED, qui auront lieu du 8 au 12 juillet 2013 au Palais des Nations.	secteur privé, visait à faire le point sur les obstacles au commerce et à l'investissement entre l'Inde et l'Afrique.	progression économique des producteurs (vers des activités à plus forte valeur ajoutée) pouvait conduire à une progression sociale pour les travailleurs et les petits exploitants (vers de meilleures conditions et davantage de droits). Cette activité parallèle réunira un réseau international de 40 chercheurs spécialisés dans les CVM, le commerce et le développement en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et aux États-Unis (voir http://www.capturingthegains.org/). Elle mettra en relief certains résultats importants de la recherche et facilitera le débat sur les conséquences pour la politique en matière de commerce et de développement dans un monde marqué par les CVM.
--	---	--	--	---

JOUR 1: ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités complémentaires sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

15 heures-16h30	Activité parallèle 8: L'expérience de l'Asie et le dialogue avec l'Afrique (Japon / Cambodge / BAsD) (salle D) L'objectif de cette activité parallèle est de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience de l'Asie dans le domaine de l'Aide pour le commerce. Les participants examineront le dialogue avec l'Afrique, sur la base des discussions et des constatations du Groupe technique régional sur l'Aide pour le commerce en Asie et dans le Pacifique et de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.	Activité parallèle 9: Les chaînes de valeur – Un moteur pour le développement économique durable (Suisse / Pérou) (salle S1) La promotion des chaînes de valeur durables est au cœur du programme de coopération commerciale mené par la Suisse au Pérou. Cette activité parallèle a pour objet de partager les enseignements tirés de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme de coopération commerciale axé sur les chaînes de valeur durables, d'offrir un éclairage sur les interventions touchant le développement des chaînes de valeur du point de vue des donateurs et des bénéficiaires, et de souligner l'importance des trois dimensions de la durabilité dans les interventions touchant le développement des chaînes de valeur. Cette activité parallèle sera suivie par une réception au Salon des délégués où les participants peuvent déguster des produits "biotrade".	Activité parallèle 10: Facilitation des échanges pour une intégration renforcée dans les chaînes de valeur mondiales et régionales (Union européenne) (15 heures-17 heures, salle S2) Cette activité parallèle présentera et examinera des exemples de programmes d'assistance de l'UE financés ou gérés par la Commission européenne et par des États membres de l'UE et qui ont contribué à réduire les coûts du commerce et à favoriser l'intégration dans les marchés régionaux et mondiaux. Les intervenants communiqueront en outre des renseignements sur la manière dont les pays bénéficiaires peuvent obtenir un financement pour les réformes en faveur de la facilitation des échanges.
16h30-18 heures	Activité parallèle 11: Efficacité de l'Aide pour le commerce – Questions actuelles et orientations futures (Secrétariat du Commonwealth et ODI) (salle S3) Cette activité parallèle comportera une série de contributions à un volume rédigé par l'ODI et le Secrétariat du Commonwealth sur l'Aide pour le commerce, avec des exposés et des discussions en présence de modérateurs sur les données empiriques relatives à l'efficacité de l'Aide pour le commerce, l'Aide pour le commerce et les chaînes de valeur mondiales et les orientations futures en matière d'Aide pour le commerce.		
18 heures-18h45	Activité parallèle 12: Cérémonie de remise d'une décoration royale néerlandaise (Pays-Bas) (Salle des Pas Perdus) – <u>Sur invitation uniquement.</u> La Ministre néerlandaise du commerce extérieur et de la coopération au développement, Mme Lilianne Ploumen, remettra une décoration royale (Grand-croix de l'ordre d'Orange-Nassau) au Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy. Cette distinction est accordée par le Roi des Pays-Bas aux personnes qui ont rendu un service exceptionnel à la société. Cette cérémonie sera suivie par une réception.		

JOUR 1: ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités complémentaires sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

18h30-20 heures

Activité parallèle 13: "Brasser le développement", Réception organisée par la Worldwide Brewing Alliance (galerie/terrasse du nouveau bâtiment)

Cet événement social de haut niveau destiné aux communautés du commerce et du développement offrira l'occasion d'un échange informel entre la Worldwide Brewing Alliance, les quatre principaux brasseurs mondiaux (SABMiller, Anheuser-Busch InBev, Carlsberg et Heineken) et des délégués au sujet des investissements des brasseurs dans les chaînes de valeur. Les participants pourront goûter des bières provenant de divers marchés, y compris ceux des pays en développement. Des rapports, des brochures et des vidéos montrant les investissements des brasseurs dans les chaînes de valeur et les économies émergentes en particulier seront mis à leur disposition afin d'illustrer la contribution positive de l'industrie brassicole au développement économique.

JOUR 2: COMPRENDRE LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT

9 heures-11 heures

Séance 13: Connecter l'agro-industrie africaine aux chaînes de valeur locales, régionales et mondiales (salle du Conseil)

Avec 70% de personnes pauvres vivant encore en zone rurale et dépendant de l'agriculture comme moyen d'existence principal, le développement agricole de l'Afrique joue un rôle critique dans la croissance économique inclusive et la réduction de la pauvreté. Les efforts se multiplient pour accélérer l'investissement public et privé dans l'agriculture africaine afin de créer une croissance durable et inclusive. Les initiatives en la matière sont, par exemple, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, l'initiative "Grow Africa" et diverses initiatives sectorielles telles que l'Alliance africaine pour le cajou. Les participants à cette séance examineront les expériences de connexion des pouvoirs publics, des entreprises, des investisseurs, des agriculteurs et des partenaires de développement et l'impact qui peut résulter de ces actions communes.

Modérateur: Sean de Cleene, Coprésident, Grow Africa, et Premier Vice-Président, Yara

- David Croft, Directeur des technologies, Waitrose
- Mohamed Dowal Doumbouya, Ministre du commerce, République de Guinée
- Thomas Elhaut, Directeur, Division statistiques et études sur le développement, Fonds international de développement agricole
- Stefan Maard, Conseiller principal, Développement entrepreneurial, Novozymes
- Hloni Matsela, Directeur chargé des entreprises, SAB Miller Africa
- Theodore Partheeban, Vice-Président, OLAM International
- Shengwen Wang, Directeur général, Département de l'aide extérieure, Ministère du commerce, République populaire de Chine

Séance 14: L'Aide pour le commerce, les chaînes de valeur et le Pacifique (9h30-12 heures, salle B)

Les économies des îles du Pacifique se heurtent à des contraintes inhérentes du côté de l'offre qui peuvent les empêcher de tirer pleinement parti des possibilités offertes par la libéralisation des échanges. Cette séance sera principalement consacrée au rôle de l'Aide pour le commerce dans l'aide apportée aux économies du Pacifique pour surmonter ces contraintes et se connecter aux chaînes de valeur. Les participants examineront les expériences nationales et régionales qui se rapportent aux initiatives d'Aide pour le commerce, ainsi que des questions telles que l'autonomisation économique des femmes grâce au commerce.

Modérateur: Cyrus Rustonjee, Directeur, Division des affaires économiques, Secrétariat du Commonwealth

- Amanda Ellis, Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'ONU à Genève, Nouvelle-Zélande, et ancienne Directrice du Programme d'aide de la Nouvelle-Zélande
- Edwini Kessie, Conseiller principal pour le commerce, négociations relatives au PACER Plus, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- Sashi Kiran, Fondatrice et Directrice, FRIEND Fiji
- Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, Premier Ministre adjoint et Ministre du commerce, Samoa
- Richard Maru, Ministre du commerce et de l'industrie, Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Moses Mose, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Îles Salomon
- Shiu Raj, Directeur, Gouvernance économique, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- Tim Yeend, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Australie

JOUR 2: COMPRENDRE LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT

11 heures-13 heures

Séance 15: Se connecter aux chaînes de valeur du transport et de la logistique (salle du Conseil)

Le transport et la logistique constituent un secteur dans lequel les chaînes de valeur jouent un rôle vital pour relier les pays, diffuser les technologies et promouvoir les meilleures pratiques dans le monde. Ils sont aussi essentiels pour les résultats d'autres secteurs. Le secteur manufacturier et l'agriculture dépendent tous deux de la capacité d'expédier les produits vers les consommateurs de manière rapide, économique et fiable. Les chaînes de valeur du transport et de la logistique s'étendent jusqu'aux pays à faible revenu et aux pays les moins avancés. Les participants à cette séance examineront leur importance fondamentale ainsi que les actions que les pouvoirs publics, les opérateurs et le secteur privé peuvent mener pour rendre leur fonctionnement plus efficace.

Modératrice: Selina Jackson, Représentante spéciale auprès de l'ONU et de l'OMC, Banque mondiale

- Craig J. Burchell, Vice-Président, Affaires européennes et internationales, Responsable mondial du commerce et de l'accès au marché, Royal Philips Electronics
- Amadou Diallo, Directeur général, DHL Freight, Deutsche Post DHL
- Kunio Mikuriya, Secrétaire général, Organisation mondiale des douanes
- Umberto de Pretto, Secrétaire général, Union internationale des transports routiers
- Carolyn Robert, Spécialiste principale chargée du commerce international, Banque interaméricaine de développement
- Rajan Sharma, Président, Nepal Freight Forwarders Association

Séance 16: Se connecter aux chaînes de valeur du tourisme (salle W)

Selon les recherches menées par l'Organisation mondiale du tourisme, les arrivées de touristes ont dépassé 1 milliard pour la première fois en 2012. Malgré des chocs occasionnels, les arrivées internationales affichent une croissance quasiment ininterrompue – de 277 millions en 1980 à 528 millions en 1995 et 1,035 milliard en 2012. Les pays en développement occupent une place grandissante dans ce secteur en expansion. Le tourisme fait partie des 3 principaux produits d'exportation pour la majorité des pays en développement et pour au moins 22 PMA. Les participants à cette séance examineront l'impact du secteur du tourisme sur le développement et les actions que les pays en développement, leurs partenaires de développement et les opérateurs de tourisme peuvent mener pour maximiser les effets d'entraînement en amont sur leur économie, afin de répondre aux objectifs de création d'emplois et de développement durable.

Modérateur: Dale Honeck, Conseiller, Division du commerce des services, Organisation mondiale du commerce

- Humberto Brito, Ministre du tourisme, de l'industrie et de l'énergie, Cap-Vert
- Neil Linwood, Premier Vice-Président, Développement stratégique, Carnival Australia
- Helen Marano, Vice-Présidente chargée des questions relatives aux pouvoirs publics et à l'industrie, Conseil mondial des voyages et du tourisme
- Youssu Ndour, Ministre du tourisme, Sénégal
- Fatou Mass Njie, Ministre du tourisme, Gambie
- Keith Nurse, Chaire de l'OMC, Centre Shridath Ramphal pour le Droit International, la Politique et les Services, Université des Antilles
- Taleb Rifai, Secrétaire général, Organisation mondiale du tourisme

JOUR 2: COMPRENDRE LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT

13 heures-15 heures

Séance 17: L'Aide pour le commerce, les services et les chaînes de valeur mondiales – Possibilités offertes aux pays les moins avancés (salle W)

Les services occupent une place prépondérante dans la plupart des économies. Selon les Indicateurs du développement dans le monde (2012) de la Banque mondiale, la valeur ajoutée des services a représenté 70% du PIB mondial en 2010 – chiffre qui n'a cessé d'augmenter depuis 1970, où il était de 53%. Cette progression est due à des changements structurels dans les économies, qui ont accentué la spécialisation. Nonobstant les variations nationales des parts du PIB attribuable aux services, aux activités manufacturières, à l'agriculture et aux activités extractives, dans la plupart des économies, la part des services est plus élevée que celle de trois autres composantes de l'activité économique combinées. Or le secteur des services est généralement négligé dans le débat sur les politiques de développement. Cette séance aura pour objet de confirmer le rôle central des services dans le développement économique ainsi que le potentiel de croissance des exportations de services des pays les moins avancés en attirant l'attention sur plusieurs exportateurs des PMA qui ont réussi. Cette séance est organisée par la Mission australienne avec le soutien du Centre du commerce international, qui a établi une note d'information présentant des études de cas sur des exportateurs de services présentant un intérêt pour les pays les moins avancés.

Modérateur: Tim Yeend, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OMC, Australie

- Jane Drake-Brockman, Conseillère principale, Centre du commerce international
- François Kanimba, Ministre du commerce et de l'industrie, Rwanda
- Stephen N. Karingi, Directeur, Division de l'intégration régionale, de l'infrastructure et du commerce, Commission économique de l'ONU pour l'Afrique
- Florence Kata, Présidente, Uganda Export Promotion Board
- Jeffrey D. Lewis, Directeur chargé de la politique économique, de la dette et du commerce, Banque mondiale
- Fahim Mashroor, Président, Bangladesh Association of Software and Information Services (BASIS), Directeur général, BDJobs
- Abdoulaye Ndiaye, Directeur général, Agir et Promouvoir, Sénégal
- Trudy Witbreuk, Chef de division, Division du développement, Direction des échanges et de l'agriculture, Organisation de coopération et de développement économiques

15 heures-16h30

Séance 18: Se connecter aux chaînes de valeur dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (salle du Conseil)

Les chaînes de valeur dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont à l'origine du succès de l'"usine Asie", mais les PMA et la plupart des pays en développement qui ne font pas partie de l'Asie ne sont que des producteurs mineurs de TIC. Les services du secteur des TIC tels que les télécommunications et les services informatiques constituent des intrants indispensables pour le secteur des services aussi bien que le secteur manufacturier de l'économie nationale, tout en offrant aux entreprises des pays en développement la possibilité de participer aux chaînes de valeur internationales. La réglementation bien conçue des marchés de télécommunications, l'infrastructure des TIC et les

Séance 19: Se connecter aux chaînes de valeur dans le secteur des textiles et des vêtements (salle W)

Le secteur des textiles et des vêtements a joué un rôle central dans le développement industriel et la diversification des exportations de nombreux pays, notamment les pays à faible revenu. Cette séance a pour objet d'examiner les facteurs dynamiques qui créent de la valeur dans ce secteur dans le monde postérieur à l'Arrangement multifibres. Les participants débattront des questions de connectivité et de modernisation économique et sociale et analyseront les rapports de force asymétriques en jeu, avant de conclure par un examen des incidences sur les acteurs publics et privés de ce secteur essentiel de l'économie mondiale.

Modératrice: Cornelia Staritz, Directrice de recherche, Austrian Research

JOUR 2: COMPRENDRE LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT

compétences en matière de TIC facilitent la formation de chaînes de valeur et permettent aux pays d'exploiter pleinement le potentiel des TIC pour leur développement économique et social. De nombreux pays en développement ont fait de grands progrès en ce qui concerne la réglementation et l'infrastructure des TIC, mais la fracture numérique entre les pays de l'OCDE et les pays en développement, notamment les PMA, est encore large. Les participants à cette séance examineront les incidences sur le développement, le commerce et l'Aide pour le commerce de l'entrée et de l'élévation dans ces chaînes de valeur, ainsi que de leur mise en place.

Modérateur: Carlos A. Primo Braga, Professeur d'économie politique internationale et Directeur du Groupe d'Evian, IMD

- Beñat Bilbao, Directeur adjoint et économiste, Forum économique mondial, Genève
- Azdine El Mountassir Billah, Directeur général, Agence nationale de réglementation des télécommunications, Maroc
- Héctor Hugo Huerta Reyna, Directeur, Réglementation internationale, América Móvil
- Fahim Mashroor, Président, Bangladesh Association of Software and Information Services (BASIS) et Directeur général, BDJobs
- Susan Teltscher, Chef, Division des données et des statistiques sur les TIC, Union internationale des télécommunications

Foundation for International Development

- Md. Shafiul Islam, Membre, Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA)
- Salim Ismail, Président-Directeur général, Groupe Socota
- Henrik Lampa, Responsable de la durabilité des produits, Hennes and Mauritz AB
- Arianna Rossi, Responsable de la recherche et des politiques, Programme OIT-SFI d'amélioration des conditions de travail
- Joshua Setipa, Directeur général, Lesotho National Development Corporation
- Tatsufumi Yamagata, Secrétaire général/Professeur, Institut des économies en développement (IDE)/Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

16h30-18 heures

Séance 20: Faire avancer le programme sur l'efficacité du développement: Évaluation de l'impact de l'Aide pour le commerce (salle du Conseil)

Le troisième Examen global a fait avancer le débat sur la démonstration des résultats de l'Aide pour le commerce. Des recherches ultérieures ont permis d'approfondir et de préciser ce débat sur le plan méthodologique, grâce notamment à des travaux réalisés au niveau national dans les pays en développement – dont certains appliquent des méthodes telles que les évaluations d'impact. Le Forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide visait aussi à développer les Principes de Paris sur l'efficacité de l'aide et à centrer l'attention sur les résultats nécessaires en matière de développement pour soutenir l'effort du public en faveur de l'aide publique au développement. Dans le même temps, de nouveaux partenaires Sud-Sud sont en train de prendre de l'importance dans le domaine du commerce, de l'investissement et du développement. Les participants à cette séance s'efforceront de faire le point des connaissances sur l'efficacité de l'Aide pour le commerce dans le domaine du développement et sur la manière de répondre à l'impératif politique de montrer des résultats, et ils débattront de la manière d'améliorer encore en pratique les systèmes de suivi et d'évaluation – afin notamment d'intégrer les priorités de développement des pays partenaires dans ce processus.

Modérateur: Michael G. Plummer, Professeur Eni d'économie internationale, Université Johns Hopkins

- Matti Anttonen, Secrétaire d'État adjoint aux relations économiques extérieures, Finlande
- Debapriya Bhattacharya, Membre d'honneur, Centre for Policy Dialogue

JOUR 2: COMPRENDRE LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT

- Eamon Cassidy, Directeur adjoint, Unité des politiques commerciales, Département du développement international, Royaume Uni
- Jorge Daccarett, Directeur exécutif, Agence chilienne de coopération internationale
- François Kanimba, Ministre du commerce et de l'industrie, Rwanda
- Ricardo Meléndez-Ortiz, Directeur général, Centre international pour le commerce et le développement durable
- Gabriel André Duque Mildenberg, Vice-Ministre chargé du commerce, de l'industrie et du tourisme, Colombie

JOUR 2: ACTIVITÉS PARALLÈLES²

9 heures-11 heures	Activité parallèle 14: Les qualifications au service de la compétitivité (OIT/OMC) (salle W) Les qualifications sont un déterminant important du niveau et de la qualité de la croissance des exportations d'un pays. L'existence de qualifications parmi la population active détermine la capacité des pays de diversifier leurs exportations et de s'intégrer plus pleinement dans l'économie mondiale. Elle est aussi un préalable à l'absorption de nouvelles technologies. Les données issues des enquêtes sur les entreprises montrent que de nombreuses entreprises considèrent la difficulté de trouver des travailleurs correctement qualifiés comme une contrainte majeure à leurs activités. Cette difficulté empêche aussi les entreprises des pays en développement, notamment les PME, de se connecter aux CVM et d'en tirer parti. Cette activité parallèle sera l'occasion de partager des constatations issues de la recherche ainsi que des stratégies concernant le rôle du développement des qualifications dans la traduction de l'ouverture des échanges en croissance durable du travail productif et décent.	Activité parallèle 15: Petit-déjeuner sur le thème du Pacifique (PIFS) (9 heures-9h30, salle B) Les participants à l'Examen global sont invités à un petit-déjeuner sur le thème du Pacifique organisé par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, où ils pourront goûter à des plats typiques des îles du Pacifique. Des produits de Membres de l'OMC représentant le Pacifique seront mis en avant et des matériels promotionnels sur le Pacifique seront exposés. M. Richard Maru, Ministre du commerce et de l'industrie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, prononcera une allocution spéciale.	Activité parallèle 16: Les chaînes de valeur agricoles et la sécurité alimentaire dans les économies en transition: témoignages (CEE de l'ONU) (salle S2) La sécurité alimentaire est un objectif de développement qui présente de multiples difficultés. En plus de garantir des vivres en quantités suffisantes et à des prix abordables, il s'agit d'assurer des niveaux de nutrition adéquats, de préserver la sécurité publique et de satisfaire les attentes culturelles des consommateurs. Pour les économies en transition, la réalisation de cet objectif est compliquée par la faiblesse des capacités de production de l'agriculture et des industries agroalimentaires, par des dotations insuffisantes en ressources naturelles, par des taux de pauvreté élevés et, dans certains cas, par des régimes fonciers inadéquats. En raison de ces insuffisances, ces pays sont pour la plupart des importateurs nets de produits alimentaires, de sorte que des efforts ciblés sont faits pour développer le secteur agricole et le rendre plus efficient. En particulier, les efforts déployés à ce jour ont visé à intégrer les agriculteurs et l'agroindustrie dans les chaînes de valeur agricoles. Qu'elles soient régionales ou mondiales, ces dernières sont perçues comme un moyen de rendre les petits agriculteurs et producteurs	Activité parallèle 17: De la conformité avec les normes à la valeur partagée: les chaînes de valeur face aux défis du développement (ONUDI / ICTSD / ODI / IDE-JETRO) (salle S3) Les normes sont un élément essentiel de la gouvernance des chaînes de valeur et les approches relatives au développement de ces chaînes de valeur considèrent les organismes publics et privés à la fois du point de vue de leur activité normative et du point de vue des interactions et de la coopération qui les lient. Il faudrait que tous les acteurs concernés s'attachent avant tout à passer du simple respect des normes à la création d'une valeur partagée. Cette activité parallèle sera axée sur l'interconnectivité des différents éléments de l'infrastructure de qualité (normes, accréditation et certification) et du développement des chaînes de valeur. Plusieurs exemples permettront d'analyser les défis majeurs que les producteurs des pays en développement doivent surmonter pour intégrer les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les intervenants indiqueront quels types de soutien sont particulièrement nécessaires de la part des différents acteurs du secteur public et du secteur privé pour surmonter ces obstacles et relier ces efforts à
--------------------	--	---	---	--

² Veuillez noter que le texte d'accompagnement a été communiqué par les organisateurs des activités parallèles.

JOUR 2: ACTIVITÉS PARALLÈLES²

			plus autonomes en leur donnant accès à des connaissances, à des financements, à des intrants et à des techniques, tout en réduisant les coûts de la production et des transactions commerciales. Cette activité parallèle mettra en exergue les processus de l'Aide pour le commerce qui ont contribué à intégrer les économies en transition dans les chaînes de valeur agricoles et à améliorer la sécurité alimentaire. Elle rassemblera des parties prenantes des secteurs public et privé d'économies en transition ainsi que des organismes donateurs, qui pourront échanger des renseignements sur les bonnes pratiques issus de leur expérience concrète sur le terrain.	l'initiative APD.
11 heures-13 heures	Activité parallèle 18: L'Afrique compétitive! Exemples de succès africains sur les marchés mondiaux (USAID et Alliance du cajou africain) (salle D) Plus de 40% du cajou mondial est cultivé en Afrique. Pourtant, depuis trop longtemps, l'Afrique exporte pour la transformation, ce qui la prive de la valeur ajoutée qu'elle pourrait retirer de cette activité au niveau local. Le karité est un autre produit africain dont les vertus nutritionnelles sont connues depuis longtemps sur le continent mais dont le potentiel comme ingrédient essentiel dans des produits alimentaires et cosmétiques n'a été reconnu que récemment. Cette activité parallèle présentera l'histoire de ces deux chaînes de	Activité parallèle 19: Les chaînes de valeur mondiales dans un monde en évolution (OMC/Fung Global Institute/Fondation Temasek) (salle S1) En novembre 2012, le Fung Global Institute, la Fondation Temasek et le Secrétariat de l'OMC ont organisé un dialogue sur les CVM à Singapour, qui a réuni des représentants gouvernementaux et des spécialistes des CVM appartenant au monde des affaires, de la politique, de l'économie et de la gestion. Les participants à ce dialogue ont examiné des questions très diverses touchant les CVM et leurs incidences sur la politique publique. Les communications élaborées à cette fin ont été réunies dans un volume	Activité parallèle 20: L'Aide pour le commerce, les chaînes de valeur régionales et mondiales et le rôle de la coopération trilatérale (CUTS) (salle S2) Le modèle de coopération trilatérale pour le développement appliqué à la mise en œuvre de projets d'aide prévoit la coopération de plusieurs parties prenantes et offre une plate-forme idéale pour les projets régionaux d'Aide pour le commerce. Le modèle idéal de coopération trilatérale pour le développement va bien au-delà des simples initiatives d'aide tripartites comportant des donateurs de régions développées et en développement et des pays bénéficiaires. Il implique la participation d'un large éventail de	Activité parallèle 21: "Intégrer les questions environnementales dans l'Aide pour le commerce": Améliorer la durabilité des chaînes de valeur mondiales (Canada / Danemark/ ITC/ICTSD/IISD) (salle S3) Les chaînes de valeur mondiales sont essentielles pour intégrer les pays en développement dans les marchés mondiaux. Mais leur durabilité environnementale reste difficile à assurer. L'impact environnemental des CVM varie selon les méthodes et les technologies employées pour l'approvisionnement en matières premières, la transformation et la fabrication, le transport, la vente au détail et la gestion des déchets. Les nouveaux problèmes climatiques qui

JOUR 2: ACTIVITÉS PARALLÈLES²

	valeur et le rôle moteur qu'a joué l'USAID pour la création de l'Alliance du cajou africain (ACA) et de l'Alliance mondiale du karité (GSA). Ce sera l'occasion de revenir sur la façon dont les donateurs peuvent contribuer à réunir des parties prenantes africaines et internationales diverses ayant toutes intérêt à établir des industries compétitives, liées aux marchés mondiaux, et à offrir des possibilités de croissance économique à tous les acteurs concernés. Pour les dernières informations concernant cette activité, voir: http://geneva.usmission.gov/2013/06/17/global-review-of-aid-for-trade	intitulé "Global Value Chains in a Changing World" (Les chaînes de valeur mondiales dans un monde en évolution) établi par Deborah K. Elms et Patrick Low. Cet ouvrage sera inauguré au cours de la séance. Un deuxième volume intitulé "Global Value Chains: A Review of the Literature" (Les chaînes de valeur mondiale: Examen de la littérature), produit conjointement par le Fung Global Institute et le Secrétariat de l'OMC et rédigé par Albert Park, Gaurav Nayyar et Patrick Low, sera également inauguré au cours de la séance. Il offre un examen thématique approfondi de la littérature sur les CVM selon différentes perspectives analytiques.	parties prenantes à divers titres. Les participants à cette séance feront le point sur les chaînes de valeur régionales dans certaines régions en développement, notamment l'Asie du Sud, l'Afrique orientale et australe et le MERCOSUR, et sur les possibilités de les relier aux CVM.	se font jour et d'autres pressions en matière d'environnement peuvent aussi influencer la participation des pays en développement aux CVM. L'intégration de l'environnement dans l'Aide pour le commerce peut contribuer à améliorer la durabilité des CVM. Elle peut aider les pays en développement à renforcer leur compétitivité, à améliorer leur résilience climatique et à exploiter les possibilités offertes par les marchés de niche. Au cours de la séance, des études de cas relatives à l'Aide pour le commerce seront présentées pour illustrer les meilleures pratiques en matière d'amélioration de la durabilité des chaînes de valeur.
13 heures-15 heures	Activité parallèle 22: Incorporer les PME des pays en développement dans les chaînes de valeur: Conséquences pour l'initiative d'Aide pour le commerce (ITC) (salle D) L'importance croissante des chaînes de valeur régionales dans le commerce international offre aux petites et moyennes entreprises (PME) une occasion exceptionnelle d'accroître leurs exportations en s'intégrant dans ces chaînes de valeur. Le Centre du commerce international (ITC), organisme tourné plus particulièrement vers le secteur privé et les PME, a élaboré une approche axée sur le marché pour faciliter l'intégration dans les chaînes de valeur des PME des pays en	Activité parallèle 23: Les indications géographiques et leur incidence sur le développement et l'intégration dans les chaînes de valeur (France) (salle S1) Les indications géographiques (IG) servent à protéger la propriété intellectuelle et sont souvent mal comprises et mal jugées. Or elles apportent une contribution réelle au développement rural et à la préservation de la diversité, de la qualité et des emplois locaux. L'objectif de cette activité parallèle est d'améliorer l'information sur les IG dans les pays en développement, y compris en ce qui concerne leur valeur économique. S'appuyant sur l'expérience des acteurs qui participent aux efforts faits pour	Activité parallèle 24: Conférence pour le 30^{ème} anniversaire de CUTS International (salle S2) Pour célébrer son 30^{ème} anniversaire, CUTS International, l'un des principaux porte-parole du Sud pour les questions relatives au commerce, à la réglementation et à la gouvernance, organise des conférences données par des personnalités éminentes dans les grandes capitales sur des sujets et des problèmes contemporains auxquels est confrontée la communauté mondiale du développement. Le mardi 9 juillet 2013, Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, et Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, donneront des	Activité parallèle 25: Vers un coton plus durable – Collaboration avec les CVM dans l'industrie textile (Suède / Suisse / Initiative pour un meilleur coton) (13h15-15 heures, salle S3) Le coton est la fibre naturelle la plus importante dans le monde. Mais pour les entreprises de l'industrie textile, il est difficile de gérer l'ensemble d'une chaîne de valeur de façon que la production soit durable au plan social, environnemental et économique. Les parties prenantes – cultivateurs, fournisseurs, fabricants, marques, détaillants, société civile – ont uni leurs forces et mis en place une initiative volontaire, Better Cotton Initiative (BCI), dans l'objectif de

JOUR 2: ACTIVITÉS PARALLÈLES²

	développement et des économies en transition, y compris les pays les moins avancés (PMA). Des acteurs appartenant à des entreprises internationales, à des PME et au domaine du commerce et du développement partageront leur expérience et débattront des possibilités et des difficultés en jeu. Le groupe de discussion examinera le rôle et la contribution des différentes parties prenantes dans ce processus d'intégration ainsi que les conséquences pour l'initiative d'Aide pour le commerce. Les participants pourront ainsi évaluer les difficultés et comprendre les bonnes pratiques.	renforcer la protection des IG dans leurs pays respectifs, les participants chercheront à expliquer et à illustrer la contribution et la valeur des IG. Ils examineront aussi la question de la coopération entre les pays expérimentés et ceux qui souhaitent progresser dans le domaine des IG.	conférences portant respectivement sur les "questions de politique commerciale" et les "liens entre la politique de la concurrence et la protection des consommateurs". Frédéric Jenny, Professeur d'économie à l'ESSEC de Paris, exercera les fonctions de président et Pradeep S. Mehta, Secrétaire général de CUTS International, évoquera l'histoire de CUTS et sa vision de l'avenir.	remédier collectivement aux effets négatifs de la production de coton classique et de créer un marché mondial pour un coton produit dans de meilleures conditions pour les travailleurs, pour l'environnement et pour l'avenir du secteur. La BCI a déjà eu des retombées positives. Parmi les partenaires fondateurs se trouvaient H&M, Ikea et le WWF, avec le soutien du Seco et de la Sida. Cette activité parallèle permettra de prendre connaissance des possibilités créées et des leçons tirées pour l'ensemble de la chaîne de valeur, des cultivateurs aux détaillants.
15 heures-16h30	Activité parallèle 26: Table ronde sur le Cap-Vert (CIR) (salle S1) Le Cap-Vert, petit archipel composé de dix îles dans l'océan Atlantique, a accédé il y a quelques années au statut de pays à revenu intermédiaire grâce à ses bons résultats économiques et sociaux. Ces efforts, alliés à une situation politique stable, lui ont permis d'être reclassé comme pays en développement en 2008, selon deux des trois critères de reclassement: le revenu national brut par habitant et l'indice du capital humain. L'indice de vulnérabilité économique n'a pas encore été atteint. Face à la fragilité économique du pays, le gouvernement a adopté une stratégie nationale cohérente afin d'assurer le passage d'une économie essentiellement dépendante de l'aide extérieure et des rapatriements de fonds à des voies de développement et de croissance économique différentes, fondées sur la création de valeur ajoutée grâce au patrimoine culturel du pays et à son contexte	Activité parallèle 27: Conception de politiques axées sur les contraintes d'ordre commercial du côté de l'offre et la connexion aux chaînes de valeur mondiales et régionales (Programme de chaires de l'OMC) (salle S2) Même si elle est indispensable au développement et à la croissance inclusive, l'ouverture des échanges n'est pas nécessairement suffisante en soi. En raison de leurs contraintes du côté de l'offre, les pays à faible revenu, notamment les moins avancés d'entre eux, peuvent avoir des difficultés à tirer pleinement parti des possibilités commerciales. Alors qu'il y a de nombreuses données empiriques révélant les contraintes du côté de l'offre, on en sait beaucoup moins sur la conception de politiques destinées à surmonter ces contraintes. L'objectif de cette activité parallèle est de communiquer les connaissances issues des recherches menées dans le cadre du PCO sur la conception de politiques axées sur les contraintes d'ordre commercial du côté de l'offre et la connexion aux chaînes de valeur mondiales et régionales.	Activité parallèle 28: Partenariats public-privé dans les chaînes de valeur (Canada / Pays-Bas / STDF) (15 heures-17 heures, salle S3) L'objectif de cette activité est de présenter un rapport de l'Institut Nord-Sud (Canada) intitulé "Modèles de partenariats commerciaux avec le secteur privé pour le développement", de diffuser les résultats des travaux menés par le STDF dans le domaine des partenariats public-privé (PPP) et de favoriser un large dialogue entre experts des secteurs public et privé sur les principaux enseignements et les recommandations destinées à accélérer la conception et la mise en œuvre future des PPP dans le domaine SPS, afin d'aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur. Des expériences spécifiques et des études de cas seront présentées et discutées. Lien pour accéder au programme: http://www.standardsfacility.org/en/TAAidForTrade4GR.htm .	

JOUR 2: ACTIVITÉS PARALLÈLES²

	géographique et socioéconomique spécifique. Cette table ronde permettra d'illustrer les efforts accomplis jusqu'à présent et les résultats obtenus, ainsi que les défis à relever pour poursuivre l'intégration du Cap-Vert dans l'économie mondiale.		
16h30-18 heures	Activité parallèle 26 (suite): Table ronde sur le Cap-Vert (CIR) (salle S1)	Activité parallèle 27 (suite): Conception de politiques axées sur les contraintes d'ordre commercial du côté de l'offre et la connexion aux chaînes de valeur mondiales et régionales (Programme de chaires de l'OMC) (salle S2)	
18 heures-19h15	Activité parallèle 29: "Connecter les artisans aux chaînes de valeur mondiales de la mode" – Groupe de discussion et exposition (Atrium) de l'ITC dans le cadre de l'Initiative pour la mode éthique L'Initiative pour la mode éthique du Centre du commerce international fait le lien entre l'industrie de la mode et des artisans d'Afrique et d'Haïti. L'ITC offre du travail à des personnes marginalisées qui ont un fort désir de changer leur vie. Il permet au monde de la mode de bénéficier des compétences des artisans du monde en développement. Cette activité montrera comment l'Initiative de l'ITC a contribué à relier ses bénéficiaires aux chaînes de valeur mondiales, et présentera des programmes d'organisations partenaires dans plusieurs pays africains. Les intervenants aborderont les différents aspects de modèles commerciaux inclusifs qui intègrent des communautés marginalisées dans les chaînes de valeur mondiales - en particulier dans le domaine de la mode - et qui améliorent ainsi les conditions de vie de ces communautés. En marge du Groupe de discussion, des articles confectionnés par des artisans et des micro producteurs participant à l'Initiative pour la mode éthique seront exposés.		
19h30-21h30	Activité parallèle 30: La musique comme source de revenus: l'expérience du Cap-Vert (OMPI) (galerie/terrasse du nouveau bâtiment) Les industries créatives peuvent être une source de valeur ajoutée pour les économies des PMA: elles génèrent des revenus, des emplois, des recettes d'exportation, et favorisent l'inclusion sociale et le développement humain. Si on leur en donne les moyens, les artistes peuvent tirer parti de leurs créations mais aussi contribuer à améliorer les conditions sociales, culturelles et économiques de leur communauté. Cette activité, comprenant un spectacle de musique cap-verdienne, mettra en lumière les façons dont les responsables politiques peuvent soutenir les musiciens et les professionnels de la musique désireux de mieux connaître les rouages de l'industrie musicale. Cette activité montrera comment le Cap-Vert utilise la musique dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir le pays sur le marché mondial.		

JOUR 3: PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

9 heures-9h20	Séance 21: Commerce, développement et secteur privé (salle CR) <i>Discours principal: Marcus Wallenberg, Président, Groupe consultatif de la Chambre de commerce internationale pour le G-20 et Directeur, Investor AB</i>
9h30-11 heures	Séance 22: Déterminer l'avenir de l'Aide pour le commerce (salle du Conseil) Les participants à cette séance s'efforceront de regrouper les thèmes et les messages principaux issus de l'analyse précédente et d'en analyser les conséquences pour l'initiative Aide pour le commerce. Ils chercheront à situer le débat dans la perspective de la neuvième Conférence ministérielle prévue du 3 au 6 décembre 2013 à Bali (Indonésie) et selon la manière dont les Membres pourraient vouloir orienter le programme de travail par la suite. <i>Modératrice: Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe, Organisation mondiale du commerce</i> • Anabel González, Ministre du commerce, Costa Rica • Jinzao Li, Vice-Ministre du commerce, République populaire de Chine • Dick de Man, Directeur général adjoint, Centre de promotion des importations en provenance des pays en développement • Eric G. Postel, Administrateur adjoint, Bureau pour la croissance économique, l'enseignement et l'environnement, Agence des États-Unis pour le développement international • Alioune Sarr, Ministre du commerce, de l'industrie et du secteur informel, Sénégal • Eric Solheim, Président, Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques
11 heures-12h30	Séance 23: Séance plénière pour les Membres/observateurs (salle du Conseil) La séance plénière offrira aux Membres et aux observateurs l'occasion de faire des déclarations officielles sur le thème de la connexion aux chaînes de valeur et d'exposer leurs vues sur les priorités et les orientations futures de l'Aide pour le commerce. <i>Modérateur: Président du Comité du commerce et du développement de l'OMC</i>
12h30-13 heures	Séance 24: Déclaration finale (salle du Conseil) Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce
